

Cacophonie

Vendredi 27 février 2026 - N°551



par Adrien Montoille, Président des PP

A l'occasion de la reprise des courses en région parisienne, le président de France Galop puis le vice-président chargé de l'Obstacle se sont tous deux exprimés dans la presse, respectivement dans *Jour de Galop* et *Paris Turf*. Ces prises de parole étaient très attendues. Elles auraient pu, et dû, constituer le signal de départ d'une reconquête, offrant aux acteurs de nos courses en France les annonces précises et la stratégie de rebond que nous appelons de nos vœux.

Pourtant, à la lecture de ces deux entretiens, le cap à franchir pour redresser la barre, notamment au PMU, peine encore à se dessiner. Le seul véritable point de convergence entre les dirigeants de France Galop et notre association peut se résumer par le titre lucide de l'interview de Frédéric Landon : « Si on ne fait rien, on va dans le mur ! »

Nous partageons pleinement ce constat d'urgence. Cependant, l'heure n'est plus à l'observation ou aux signaux d'alarme, mais à la mise en œuvre d'une politique volontariste et rassembleuse.

L'Association des PP souhaite aujourd'hui réaffirmer ses convictions pour l'avenir de notre filière.

Une gouvernance resserrée et des équipes opérationnelles

Pour mettre en œuvre une stratégie de sortie de crise, il faut des collaborateurs sur le pont et une chaîne de commandement claire. Or, au moment même où le Président de France Galop donne une grande interview pour tracer sa ligne de conduite, nous apprenons que son Directeur Général est remercié avec effet immédiat.

Ce départ soudain, couplé à d'autres signaux récents — une direction des ressources humaines à France Galop qui peine à trouver sa place, un membre du Comité de Direction dont on annonce le départ le jour de son arrivée, ou encore la démission du président de la Commission des finances —, crée un climat d'instabilité. Nous avons besoin de pilotes dans l'avion. Après deux ans à la tête des sociétés-mères, nous espérons fermement que MM. Barjon et de Saint Seine, qui siègent tous les deux au Conseil du PMU, ont un plan d'action précis qui ne saurait attendre la nomination tardive d'un nouveau président au GIE.

LA BOÎTE À IDÉES DU GALOP

De plus, si nous saluons la volonté initiale de placer ce mandat sous le signe du consensus via de nombreuses commissions de travail, force est de constater que leurs travaux de fond se font attendre. Lors du renouvellement de nos instances internes, marquées par l'arrivée de propriétaires et éleveurs trentenaires, notre Association avait proposé ses services pour intégrer la Commission « Jeunes ». Cette main tendue est restée lettre morte, pas assez jeunes nos trentenaires... mais depuis plus aucune nouvelle de cette commission supposée proposer des lignes pour l'avenir...pour notre avenir.

Nous maintenons notre offre de service : notre nouvelle génération est prête à s'investir pour son avenir.

L'action plutôt que la réflexion : le pari hippique en ligne de mire

La création d'une nouvelle « task force » pour déterminer la stratégie de rebond nous interpelle. N'est-ce pas là la mission première et l'essence même du Conseil d'Administration qui entoure déjà le président ? Il est urgent d'agir avec les instances existantes.

Dans cette optique d'action, l'ouverture annoncée par le président de France Galop vers les paris à cotes fixes est une excellente direction. C'est une proposition forte, portée bien avant mon élection par notre association et notamment par Hubert Tassin, qui plaide inlassablement pour cette voie de développement. Explorons-la sans plus attendre.

En revanche, un autre propos du président Guillaume de Saint Seine appelle de notre part une réaction ferme et déterminée : « Le temps du financement quasi exclusif des courses par le pari hippique est révolu ». Au moment où une nouvelle équipe doit prendre les rênes du PMU, ce manque de confiance affiché dans l'avenir du pari hippique est un signal préoccupant. Ne nous trompons pas de combat : les recettes annexes (location des hippodromes, restauration, événementiel) sont d'indispensables compléments de revenus pour nos infrastructures locales. Mais elles ne financeront jamais, à l'échelle nationale, la politique de nos allocations. Renoncer au rebond des paris hippiques, c'est renoncer tout court. Le redressement du PMU doit demeurer notre priorité absolue.

Nos territoires : un atout stratégique, pas une variable d'ajustement

Dans son interview, le président du Conseil de l'Obstacle a fait preuve d'un volontarisme qu'il convient de saluer. Toutefois, l'évocation de sujets particulièrement clivants nous semble contre-productive à l'heure où notre filière a un besoin vital de cohésion.

Agiter une nouvelle fois le spectre de la fermeture d'hippodromes en région est une erreur d'analyse. Quand comprendrons-nous que notre maillage territorial est notre plus grande force ? La province est un axe de développement majeur.

Notre problème n'est pas un trop-plein d'hippodromes, mais un manque de parieurs. Ce n'est certainement pas en détruisant nos vitrines locales que nous organiserons la reconquête du public, des propriétaires et des éleveurs.

De même, l'évocation publique du risque d'une perte du monopole du PMU sur le réseau physique nous interroge. À ce jour, aucune autorité publique ni opérateur alternatif n'a sérieusement mis cette menace sur la table. Un bon gestionnaire doit évidemment analyser en interne les scénarios du pire pour s'y préparer, mais brandir des chiffons rouges sur la place publique n'est pas une méthode de rassemblement.

Conclusion : Retrouver la confiance par le collectif

L'homme providentiel n'existe pas. France Galop ne s'en sortira qu'à travers une équipe représentative, soudée et inventive.

Pour retrouver confiance en l'avenir, les acteurs des courses ont besoin d'une gouvernance qui assume une stratégie claire, portée par des discours rassembleurs et une véritable soif de conquête. L'Association des PP sera toujours un partenaire exigeant mais loyal, prêt à retrousser ses manches et à apporter des solutions concrètes pour le bien commun de notre institution.

Partagez avec nous vos avis, vos idées, vos critiques en nous écrivant à associationpp@yahoo.fr